

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Augmentation des impôts à Paris : 17%

Le gouvernement a décidé à travers un arrêté préfectoral de prélever 142 millions de francs sur le budget de la Ville de Paris. Il a ainsi voulu obliger Chirac à contribuer pour une plus grande part au paiement de ses dépenses auxquelles participe l'État. Face à cette mesure autoritaire Chirac tout en accusant Barre de « mauvaise foi » a décidé de se soumettre... et d'augmenter les impôts des parisiens.

C'est autour de l'augmentation des dépenses de fonctionnement en matière de police que s'est jouée cette affaire. Ou plutôt, car Barre comme Chirac sont bien d'accord : tous les deux pour augmenter les effectifs de police, il s'agissait de savoir qui subventionnerait, la Ville de Paris ou les organismes centraux de l'État. Là-dessus, Chirac et Barre ont discuté mais ne sont apparemment pas tombés d'accord. (suite page 8)

## L'Afrique accuse Moscou

Dans une interview publiée hier par le « Figaro », le président sénégalais Léopold Senghor a déclaré que « la première phase de la troisième guerre mondiale s'est jouée en Angola », ce qui lui vaut les foudres de l'éditorialiste de l'« Humanité » qui ne craint pas de l'accuser de servir de recruteur à « l'escalade guerrière du pouvoir giscardien en Afrique » « mettant la détente en péril », avant de conclure : « les responsables des conflits sont ceux qui, à Paris et à Washington, avec leurs serviteurs à la Senghor ou à la Mobutu attendent de s'opposer au progrès de la liberté ».

(suite page 8)

# LA POLITIQUE DE CONCERTATION EN DIFFICULTE

- Flins : nouveau lock-out
- Arsenaux : poursuite de la grève
- Moulins : 6 usines occupées
- Négociations : impasse



Manifestation des ouvriers de l'arsenal de Brest (Photo HR).

Déjà dimanche soir, la direction de la Régie Renault avait exprimé « ses plus expresses réserves sur la reprise des négociations en raison de la poursuite de l'occupation de l'atelier des presses par les grévistes ». Elle ne voulait négocier qu'à la condition que ces derniers abandonnent l'arme décisive qu'ils lui opposent : la grève, le blocage de la production.

Les ouvriers des ateliers des presses refusant de se laisser ainsi désarmer, la direction de Renault a décidé de rompre les négociations avec les syndicats et de lock-outer 9 000 travailleurs des chaînes de montage de Flins.

C'est une preuve, s'il en faut, que les résultats de la négociation dépendent, en ce qui la concerne, non pas de la justesse des revendica-

tions des ouvriers mais du rapport de force.

La Régie a bien accepté le passage à la qualification P1 des OS des presses, mais dans un délai de 8 mois et pour une soixantaine de travailleurs seulement. Tout simplement parce que cela, serait un risque de contagion », alors qu'ils sont des milliers à la Régie, à vouloir cette juste revendication. (suite page 8)

## LA POLITIQUE DE CONCERTATION EN DIFFICULTE

Lire en page 5 nos articles sur ce sujet :

- La concertation, ce n'est pas une nouveauté
- De 1945 à 1968 : une vieille tactique patronale
- Après 68 : des contrats de progrès à l'ouverture de Giscard

## Editorial

### Les discussions avec le patronat dans l'impasse

### Que faut-il en penser ?

« Les discussions se déroulent mal » a déclaré lundi Edmond Maire. Effectivement, à Renault, c'est le lock-out. Dans les arsenaux, les luttes ont pris le pas sur la concertation, tandis que la réunion CNPF-syndicats, à propos du chômage, a montré que les seules perspectives proposées par le patronat résidaient dans une limitation supplémentaire des droits des travailleurs.

On comprend qu'Edmond Maire lui-même qui en mars dernier, à la sortie de l'Élysée s'était donné trois mois pour « juger sur pièces » une politique de concertation à laquelle il était plus que favorable, soit déçu.

Mais cette intransigeance du patronat, associée à la fermeté du gouvernement, favorable à l'envoi de la police partout où les travailleurs luttent avec détermination pour leurs revendications, n'était-elle pas prévisible ?

Lorsque Giscard a mis en place, après la victoire électorale de la majorité aux législatives, la politique de concertation voulait-il par ce moyen accorder aux travailleurs leurs légitimes revendications ? Les faits ont montré que non puisqu'il leur a fait opposer l'envoi de CRS.

Le but de la concertation, c'était en fait d'amener les travailleurs à accepter, avant de faire grève, de s'entendre avec le patronat par syndicats interposés sur leurs revendications, pour régler les choses à l'amiable. Et l'amiable consiste pour les patrons à expliquer que, dans la situation actuelle, (plan Barre, crise) il n'y a rien à lâcher et à essayer de faire croire aux travailleurs qu'on ne peut que tomber d'accord là-dessus.

Manque de chance pour le patronat et le gouvernement, les travailleurs ne l'ont pas entendu de cette oreille. Refusant de laisser l'arme de la grève au vestiaire, ils sont entrés dans la lutte pour leurs revendications dans un nombre important d'entreprises comme à Renault et dans les arsenaux.

Ils ont ainsi porté un coup à la politique de concertation en montrant qu'elle ne constituait avec son autre volet, la répression, qu'une tactique pour étouffer les luttes et continuer la poursuite du plan Barre sans répondre aux revendications réelles des travailleurs.

« Les discussions se déroulent mal » ? Dans la mesure où patronat et gouvernement sont décidés à l'avance à ce qu'elles n'apportent rien de bon, les travailleurs n'ont pas à le regretter. Cela doit au contraire consolider leur volonté de reserrer les rangs et d'opposer leur unité de classe au patronat, seul moyen d'imposer leurs revendications.

Jean NESTOR

## Le vice-ministre des Affaires étrangères chinois

### Il faut résister au tigre soviétique

Le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Yu Tsian, a exprimé l'intention de la Chine d'acheter des armes en Europe et a mis l'Europe en garde contre le « tigre » que représente l'URSS, dans une interview accordée au quotidien « Il Popolo », organe de la Démocratie chrétienne italienne.

Évoquant les pays d'Europe orientale, le vice-ministre a déclaré qu'il « arrivera un jour où, dans des circonstances déterminées, ils parviendront à conquérir l'indépendance » vis-à-vis de Moscou. « Nous devons, de ce fait, sympathiser avec leur désir de liberté et les appuyer ».

En ce qui concerne la Communauté européenne, Yu Tsian, a souhaité une intensification des rapports économiques et commerciaux et une collaboration croissante dans les domaines scientifiques et technologiques. La Chine, a-t-il ajouté, entend acheter des armes en Europe « si elles sont de niveau avancé et si les pays européens sont disposés à nous en vendre ».

« Face à l'URSS, a-t-il encore affirmé, l'Europe ne doit pas répéter les erreurs de Munich. Les pays de l'Europe occidentale dépassent l'URSS en population et technologie et sont assez forts pour faire face au social-impérialisme. Mais adoptent-ils une politique juste ? Il y en a qui ont peur de trop faire. Selon nous, ils se trompent. Le tigre veut nous dévorer, levons les armes. Certains pensent que si l'on donne à manger à ce tigre en lui offrant technologie, collaboration, biens d'équipement, le tigre ne dévorera pas. Mais le tigre continue à dévorer ».

## • Palestine

La Résistance palestinienne a revendiqué l'attentat à l'explosif commis jeudi soir dans le secteur oriental de Jérusalem, à proximité de la Porte des fleurs, annonce l'agence palestinienne « Wafa ».

Selon « Wafa », une unité de fedayine opérant dans la ville de Jérusalem a déposé, jeudi der-

nier, des charges explosives dans une station de taxis fréquentée le plus souvent par des soldats sionistes.

Cet attentat a fait plusieurs morts et blessés parmi ces soldats. Ainsi les objectifs situés en Palestine occupée ne sont pas à l'abri des coups de la Résistance palestinienne.

## • Allemagne de l'Ouest

### Manifestations anti-fascistes à Francfort

Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées samedi après-midi à Francfort, lors de violents affrontements entre contre-manifestants antifascistes et forces de répression.

Les contre-manifestants, au nombre de plusieurs dizaines de milliers, avaient occupé la place de l'Hôtel de Ville où devait avoir lieu un impor-

tant rassemblement du Parti néo-nazi « NPD ».

La police a fait évacuer au moyen de lances à incendie les contre-manifestants qui avaient dressé des barricades dans les rues du centre. En début de soirée, un millier d'entre eux continuaient d'occuper les abords de la célèbre « Paulskirche ».

### Halte à l'offensive du social-impérialisme en Afrique

EXPOSITION-MEETING

Samedi 24 juin  
de 14 h à 20 h

Salle de l'Épicerie

12, rue du Renard - Paris 4e  
(métro : Hôtel de ville)

avec la participation de plusieurs organisations africaines et le soutien de « L'Humanité rouge »

Au programme

- de 14 h à 17 h 30 : stands, exposition, diapositives, forum

- de 17 h 30 à 19 h 30 : meeting.

## Détente

# Les déboires de Moscou

L'offensive du social-impérialisme en Afrique a porté un coup sérieux à la fiction de la détente entre les deux super-grands. Depuis lors, les relations n'ont cessé de se détériorer entre Moscou et Washington, encore que les commentaires suscités aux USA par le rôle de l'URSS et de Cuba en Afrique aient soulevé des vagues qui ne semblent pas prêtes de s'apaiser.

### QUAND « LA PRAVDA » PART EN GUERRE

L'éditorial de samedi de la « Pravda » critique de façon virulente la politique extérieure des USA. Ceux-ci sont complaisamment dénoncés pour vouloir « compromettre la détente », « accélérer la course aux armements », « faire revenir le monde à la guerre froide », et « freiner les négociations avec l'URSS sur la limitation des armements stratégiques ».

Toujours selon le quotidien social-impérialiste : « Les USA sont devenus les principaux promoteurs de la politique d'interventions armées et d'ingérences avouées dans les affaires des États africains », affirmation qui relève d'un franc cynisme et d'un fier toupet quand on compare les politiques respectives de l'URSS et des USA dans le continent africain.

Dans les événements de l'Angola, du Zaïre, de la corne de l'Afrique, n'est-ce pas la super-puissance soviétique qui se montre partout la plus agressive ? N'est-ce pas elle qui intervient le plus ouvertement contre l'indépendance des pays et des peuples ?

Mais « la Pravda » se répand plus virulemment encore en invectives sur la politique de rapprochement des USA et de la Chine. Et sur ce point, sa menace se fait très précise : « L'alliance avec la Chine sur une plate-forme antisoviétique, écrit-elle, excluerait la coopération avec l'Union soviétique dans l'atténuation de la menace de guerre nucléaire et a fortiori dans la limitation des armements ». Et de conclure : « La ligne actuelle des USA est grosse de graves dangers pour les USA, pour tous les pays intéressés, et enfin pour tout le développement des rapports internationaux ».

### L'ULTIMATUM : OU LA CHINE OU MOSCOU

Les attaques de Moscou contre la politique de la Maison blanche ont pris un nouvel essor avec la récente visite en Chine du conseiller de la présidence sur les problèmes de la Défense, Brzezinski. Celle-ci a en effet sanctionné un net progrès dans les rapports sino-américains. Sans officialiser encore

un « largage » de Taiwan, les USA ont assoupli leurs positions traditionnelles sur cette question. Les troupes américaines ont discrètement commencé à quitter Taiwan : 400 GI's sur 1 000 auraient ainsi été rapatriés récemment. Aucune personnalité américaine n'assistait aux dernières cérémonies officielles à Taïpeh. Les USA seraient même prêts à rompre prochainement leurs relations officielles avec Taïwan à la seule con-

fermeté envers Moscou. Le gouvernement de la République populaire de Chine en poussant le gouvernement US dans cette voie, sans renoncer en rien aux exigences légitimes qu'il pose pour une normalisation des relations sino-américaines, exploite ainsi intelligemment les contradictions qui opposent les deux super-puissances en travaillant à isoler la plus dangereuse tout en neutralisant l'impérialisme US.

velle pour Moscou qui le ressent comme un échec patent de sa politique d'isolement et d'encercllement de la Chine.

A l'actuelle session de l'ONU sur le désarmement, enfin, le vice-ministre des Affaires étrangères soviétique a déploré vendredi : « L'atmosphère politique qui sert de toile de fond à cette session ». Il y a de quoi être dépité, en effet, car l'URSS, comme les USA et plus encore, n'a jamais



Manifestation contre le social-impérialisme à Kinshasa (Congo).

dition de pouvoir y maintenir une mission commerciale.

Dans le même temps, la nouvelle agression soviéto-cubaine au Shaba (Zaïre) a donné une nouvelle audience aux représentants des monopoles US, partisans de

### DES REVERS IMPORTANTS EN POLITIQUE INTERNATIONALE

L'annonce de la reprise prochaine des discussions sino-japonaises sur la conclusion d'un traité de paix est aussi une mauvaise nou-

cessé d'être dénoncé ouvertement par les pays petits et moyens pour ses ingérences et agressions multiples contre leur indépendance.

Tout, décidément, ne va pour le mieux en ce qui concerne les visées hégémoniques du social-impérialisme russe !

## • Afrique du Sud

### Commémoration des insurrections

Plusieurs milliers d'Africains ont proclamé vendredi, dans une église de Soweto, leur volonté de poursuivre leur lutte contre l'apartheid, lors de la commémoration du début des insurrections anti-apartheid du 16 juin 1976 (700 morts).

D'importantes forces de police patrouillaient dans la cité africaine où 600 personnes ont été arrêtées au cours des deux derniers jours.

Quelque 5 000 personnes, surtout des jeunes, ont réservé un vibrant accueil au docteur Nthato Motlana, président du Comité des Dix, dont c'était la première apparition publique depuis sa libération. Il a condamné le gouvernement qui, a-t-il

dit, empêche toute expression politique des Africains, affirmant que le nombre de détenus ne cesse d'augmenter. Il a rappelé l'interdiction, jeudi, de l'hebdomadaire œcuménique noir « The Voice ».

Levant le poing en criant « A amandla » (pouvoir), M. Motlana a prédit le jour où, a-t-il dit « vous et moi siégerons au Parlement pour légiférer pour l'Azanie ». Il a appelé à poursuivre la lutte et à « mourir si nécessaire ».

Les magasins africains et indiens ont fermé leurs portes quelques heures, vendredi, tandis que toutes les rencontres sportives du week-end ont été annulées.

La foule, jeune en général, a dansé et chanté des « chants de libération » des heures durant. De nombreux poèmes à la gloire de l'Afrique, notamment du leader noir Steve Biko, mort l'an dernier en détention, ont été lus.

A l'issue de ces cérémonies, de brefs mais violents affrontements ont opposé des manifestants africains à la police raciste qui a tiré des coups de feu et des grenades lacrymogènes.

Ces manifestations témoignent de la mobilisation croissante de la jeunesse et des patriotes africains et de leur détermination d'en finir avec l'esclavage qui les enchaîne.



## La «société générale» double ses bénéfices

L'austérité de Barre n'est pas l'austérité pour tout le monde. Les chiffres officiels donnés par la banque « Société générale » indique que cette société monopoliste a quasiment doublé ses bénéfices :

Bénéfice net de l'exercice financier 1976 : 232 millions et demi de nouveaux francs.

Bénéfice net de l'exercice financier 1977 : environ 432 millions de nouveaux francs.

Le texte de la Société générale rendant compte de cette augmentation commente ainsi les chiffres : « En 1977, le développement de l'activité bancaire a été freiné à la fois par le ralentissement de la croissance économique et le maintien d'un encadrement strict du crédit (allusion au plan Barre - NDLR).

« Malgré cette conjoncture médiocre, donnant la preuve de la vitalité de la Société générale, le bilan s'établissait au 31 décembre 1977 à 197 138 667 462 F (197 milliards - NDLR) contre 162 388 900 045 F (162 milliards - NDLR).

## L'activité économique devrait reprendre et le chômage aussi

L'Association française des économistes d'entreprise (Afedé) dans une enquête réalisée au printemps indique qu'une reprise de l'activité économique devrait progressivement s'affirmer en France comme à l'étranger en 1978.

En France, son rythme atteindrait 3,5 à 4 % pour la production industrielle, mais elle ne toucherait pas le Bâtiment et les Travaux publics.

L'enquête précise clairement que cette reprise ne pourrait en aucun cas avoir pour conséquence une amélioration de l'emploi. Il y aura par contre augmentation du chômage.

L'enquête patronale prévoit que le chômage pourrait au mieux se maintenir au chiffre officiel actuel. Il y aurait dans le meilleur des cas 1 150 000 demandeurs d'emplois (officiels) en juin 1979.

## Diminution du pouvoir d'achat programmé

Le chiffre officiel de 2,2 % pour l'augmentation des salaires horaires au premier trimestre est le plus faible enregistré depuis 9 ans.

Ainsi pour le premier trimestre de cette année, face à une hausse des prix de 2,1 % - chiffre officiel toujours - l'augmentation du pouvoir d'achat a été quasi nulle. Aucun trimestre n'avait enregistré une « progression » aussi faible depuis 10 ans.

Quant au second trimestre (qui se termine fin juin) le pouvoir d'achat devrait avoir carrément diminué, selon les enquêtes officielles.

Après avoir augmentés de 1 % en avril et de près de 1,5 % en mai, les prix devraient avoir encore monté en juin, pour atteindre 4 % pour le second trimestre, ce qui ferait 6 %, au bas mot, d'augmentation des prix pour le premier semestre - janvier-juin.

Voilà ce que disent les chiffres officiels du très officiel Barre. Voilà qui dément ce qu'il dit être les conséquences heureuses de sa politique économique.

## Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,  
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche  
Lutter dans l'unité,  
S'organiser avec le parti des ouvriers et des  
paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

# D'après Ceyrac, la libération des prix ne libèrera pas les prix

Ceyrac, lors d'un tour d'horizon économique et social qu'il était convié à faire sur les ondes d'Antenne 2, a parlé des prix et du pouvoir d'achat.

« Je trouve scandaleux que l'on puisse prétendre que les chefs d'entreprise profiteront de la liberté des prix pour augmenter systématiquement leurs prix. Comment pensez-vous qu'ils puissent le faire, alors qu'ils sont soumis sur le marché national à la concurrence des produits étrangers ? La liberté n'est pas la facilité », devait déclarer le patron des patrons.

Autrement dit, les prix sont libres, mais ils ne le sont pas à cause de la concurrence. Qu'en est-il exactement ?

L'affirmation défensive de Ceyrac est démentie par les chiffres officiels eux-

mêmes (voir les données que nous joignons à cet article). Ensuite la démonstration ne correspond pas au fonctionnement des lois économiques capitalistes.

La loi de la concurrence a toujours joué en économie capitaliste. C'est une loi fondamentale de ce système. Bien sûr, dans la définition de leur prix, les patrons devront tenir compte de la loi de la concurrence. Ils devront définir les prix en les comparant à ceux de leurs concurrents et en tenant compte aussi de la qualité de la marchandise qu'ils mettent sur le marché et des possibilités de vente, de gagner les marchés.

Mais cela ne veut pas dire que la politique des monopoles est de fixer les prix le plus bas possibles pour vendre plus que le concurrent. Ce serait trop simple !

Les secteurs de pointe de notre économie peuvent se permettre de fixer des prix élevés et ils ne s'en privent pas. Notamment parce que leur produit s'est gagné une place sur le marché, qu'il est reconnu. Qu'ils en ont le monopole. C'est le cas de l'automobile par exemple, de l'aviation.

Quant aux monopoles qui sont en perte de vitesse sur le marché intérieur ou international, comme le textile ou le bâtiment, ils ne baissent pas leurs prix de vente.

Ce qu'ils font c'est de baisser le prix de revient. Leur politique est alors de licencier, de restructurer, de taper sur les salaires et les horaires des travailleurs. Quand ils ne font plus, mé-

me à ce compte, des profits qui leurs paraissent suffisants, ils ferment.

Regardez les chiffres ci-joints : ils annoncent une augmentation de la production industrielle, une certaine relance. Mais au profit de qui ? Le pouvoir d'achat baisse, le chômage pour le moins se maintiendra ou augmentera, les prix augmentent et augmenteront à coup sûr. Il n'y a donc pas de bénéfices pour les travailleurs, au contraire.

Par contre, et ce n'est qu'un exemple, les bénéfices d'une banque comme la Société générale, augmentent de façon considérable. Austérité pour les travailleurs, profits pour les monopoles. Que la politique de Barre se nomme austérité ou bien austérité et libération des prix, le résultat est le même.

Contre le gouvernement Giscard-Barre  
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche  
Lutter dans l'unité,  
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



## DEFENDRE LA PAIX

La tension qui grandit entre les deux superpuissances, l'URSS et les USA, les conflits multiples qui s'alimentent un peu partout dans le monde et derrière lesquels on retrouve la marque de leur rivalité, la course aux armements qui ne cesse de s'accroître à un rythme fou... Tous faits nous le démontrent : la paix aujourd'hui est bel et bien menacée.

Les peuples du monde et particulièrement ceux d'Europe, qui ont connu les terribles souffrances et les dévastations des deux guerres mondiales souhaitent ardemment maintenir la paix. Mais ils ne sont pas seuls sur terre. Les deux supergrands rivalisent de plus en plus ouvertement pour imposer leur loi sur l'ensemble de la planète.

Défendre la paix aujourd'hui, c'est d'abord accepter de regarder les choses en face, reconnaître qu'elle est menacée et qu'un risque de guerre important grandit dans le monde car un homme averti en vaut deux. Une autre attitude, celle de l'autruche qui se cache la tête dans le sable à l'approche du danger, ne peut qu'aggraver la menace, la rendre plus importante et plus proche.

Pourquoi donc la direction du PCF nous tait donc obstinément cette situation, qui alimente pourtant bien des conversations à l'usine, au bureau, ou chez les commerçants du coin ? Ces hommes politiques qui se disent notre avant-

garde seraient-ils donc moins lucides et clairvoyants que bien des travailleurs ? Non, la tension qui règne dans la situation internationale, les bruits de botte qui se font entendre en Europe, les voix qui s'élèvent à l'actuelle session de l'ONU pour les dénoncer, ne peuvent leur échapper.

Mais voilà : aujourd'hui, défendre la paix, c'est savoir désigner l'ennemi qui la menace. D'ennemi, obstinément, la direction du PCF n'accepte de n'en désigner qu'un seul : les USA. Et pour brouiller les pistes, elle y ajoute même les pays d'Europe occidentale présentés comme leur instrument. Elle ne veut surtout pas reconnaître qu'aujourd'hui c'est l'URSS, nouvel impérialisme dévoré par ses difficultés internes, avide d'expansion et fort de sa supériorité militaire, qui constitue le principal foyer de guerre dans le monde.

Marchais a eu beau déclarer avant les élections, que si jamais l'URSS agressait la France, il serait le premier à prendre les armes pour la défendre, on peut en douter car il refuse de reconnaître qu'en ce moment même où l'URSS agresse le Zaïre, la Somalie, l'Érythrée, ses espions et ses missiles menacent notre propre indépendance.

Aujourd'hui, défendre la paix, c'est aussi exiger que le débat sur la Défense nationale, les mesures à prendre pour préserver l'indépendance nationale, l'orientation du

service militaire, ne soit pas fait sous le secret des états-majors, politiques et militaires. Les travailleurs doivent se battre pour que ce débat descende dans la rue, pour être informés, consultés et entendus. Pourquoi, un mois après, le peuple français n'est-il toujours pas informé du contenu de la lettre adressée par Giscard à Brejnev sur les derniers événements du Shaba ? Pourquoi tous ces politiciens, qu'ils se disent de droite ou de gauche, se sont-ils montrés si discrets sur les questions internationales qui engagent notre avenir, au cours des dernières élections législatives ?

Défendre la paix enfin, c'est militer pour une indépendance réelle par rapport aux deux superpuissances. C'est rejeter de voir alimenter en crédits et en devises occidentales les efforts de guerre du social-impérialisme russe. C'est publier partout la vérité sur le véritable sort des travailleurs et des peuples soviétiques que les dirigeants du Kremlin maintiennent sous leur talon de fer. C'est travailler à l'unité des pays et des peuples d'Europe contre les deux superpuissances. C'est soutenir le combat de libération des peuples du tiers monde et resserrer les liens avec eux.

C'est à toutes ces tâches, vitales pour notre avenir commun que les communistes marxistes-léninistes de France appellent tous les travailleurs à réaliser avec eux.



## A propos des licenciements prévus à l'usine Massey-Ferguson de Marquette (Nord)

Mercredi 14 juin, les marxistes léninistes de Marquette vendaient l'« Humanité rouge » à la porte de Massey-Ferguson. Leurs mots d'ordre : « Non à tous licenciements ! Du travail pour tous ! Pour faire céder le patronat, comme à Renault, une seule solution, la grève ! » furent bien accueillis par les travailleurs. Des affiches géantes du Parti communiste marxiste-léniniste de France tapissent les murs de l'usine appelant à la grève, à la lutte active contre tous licenciements.

Devant la porte, les camarades de Marquette déployaient une banderole, soulignant la nécessité de coordonner les luttes dans le trust. 636 licenciements sont annoncés pour les trois usines de Massey-Ferguson : celle de Marquette, celle de Beauvais et celle du Plessis-Robinson. La direction de Marquette vient de remettre

aux syndicats un document de 26 pages, afin de préparer un comité d'entreprise extraordinaire sur les 240 licenciements prévus pour l'usine.

Ces licenciements touchent toutes les catégories du personnel : une trentaine de cadres, techniciens, ou agents de maîtrise, 210 ouvriers et petits employés. La direction espère que les syndicats au cours de ce comité d'entreprise organiseront « au mieux les licenciements ».

Un tract de la CGT appelle à la lutte, précisant : « La CGT n'a pas l'intention de participer à des discussions stériles. Seule l'action fera avancer les choses. La CGT dira NON à tout licenciement, c'est-à-dire, non aux 240 licenciements, un point c'est tout ! »

La colère gronde à l'usine de Marquette.

Correspondant HR

## Les garages de Lorient

# Les travailleurs entament leur 7e semaine de grève

Les mécanos des garages lorientais (Renault, Opel, Simca, Peugeot) entament leur 7e semaine de grève avec une grande détermination, ceci malgré les difficultés financières que connaît chaque travailleur et en dépit de l'attitude de plus en plus dure du patronat local.

Lundi 12 juin, les grévistes décident de bloquer le garage Renault afin de s'opposer au travail de quelques jaunes ainsi qu'à la vente de voitures et de pièces détachées.

### INTERVENTION DES FLICS

Depuis le 8 juin, les fourgons de flics sont présents aux portes des garages chaque matin quand se présentent les grévistes pour assurer l'heure de travail habituelle afin d'éviter le lock-out.

Devant la présence policière pour protéger le patronat et les jaunes, la réponse des grévistes a été de faire la grève totale.

### DERISOIRE

Mardi 13 juin, a eu lieu une nouvelle rencontre des deux parties en présence, avec le sous-préfet. La preuve est faite désormais que le patronat et le sous-préfet ne font qu'un contre les travailleurs en lutte pour le droit de vivre décemment. En effet, le patronat

proposé 22 centimes et le sous-préfet 33 centimes. Ces deux augmentations n'étant de surcroît que pour novembre. On ne pouvait mieux se moquer des travailleurs. Mais ces derniers ont apporté la réponse qui convenait.

### RÉPRESSION C'EST LA LOI DES PATRONS

Après 10 minutes de séquestration, les flics interviennent violemment pour « libérer » le patron. Par ailleurs, depuis vendredi 16, les grévistes ont affaire aux gardes mobiles qui ont pris position dans le garage Renault afin de garantir la « noble liberté » du travail si chère aux patrons.

### LE SOUTIEN S'ÉLARGIT

Après la rencontre avec les Paysans-travailleurs du Morbihan, les grévistes sont assurés du ravitaillement. D'autre part, à l'exemple des sections syndicales des banques et de chez Peugeot, un soutien financier commence à s'organiser au niveau inter-syndical CFDT. Article approuvé par les grévistes.

Des contacts sont prévus avec les garages au niveau régional.

Un fest-noz a eu lieu le 9 juin, avec succès, à l'initiative du syndicat CFDT.

# Mouvements de grève et occupations

Outre l'occupation des presses à Flins et la grève des arsenaux de Brest, Cherbourg, Indret, etc., voici un aperçu de la situation dans d'autres établissements d'État et d'autres mouvements en cours

- L'ensemble du personnel de l'arsenal de Roanne (Loire) poursuit la grève, mais les 300 techniciens ont repris le travail lundi à l'issue d'un vote serré (136 contre la grève et 122 pour).

- La grève qui a débuté le 14 juin à l'atelier industriel de l'Air de Clermont-Ferrand (1 400 personnes réparations et maintenance aviation) a été reconduite pour la journée de mardi. 90 % du personnel ouvrier suit le mouvement qui s'est étendu dans la journée de lundi aux techniciens.

- A l'établissement de réserve générale du matériel des gravanches (400 employés), la grève a également été reconduite pour mardi.

- Les employés horaires du service de l'emballage de la Compagnie fermière de Vichy (170 salariés) poursuivront mardi le mouvement qui a débuté le 13 juin.

Cette grève qui affecte 90 % du personnel a été déclenchée pour appuyer des revendications de salaire, augmentation du salaire horaire de 1,20 F, en quatre paliers, 5e semaine de congés payés.

- La grève à la manufacture nationale d'armes de Saint-Étienne (MAS) s'est étendue lundi aux techniciens et administratifs. Un cortège a réuni un millier de manifestants dans les rues de Saint-Étienne.

Les ouvriers ont voté à bulletins secrets à 68 % la reconduction de leur mouvement pour mardi.

- Occupation d'une usine « Moulinex » de Mamers (Sarthe). Les ouvriers occupent depuis lundi les locaux de leur entreprise.

Ce sont ainsi six des onze usines que comporte le groupe « Moulinex » dans l'Ouest qui sont donc maintenant en grève.

- Berliet : le tribunal des Référés a rendu lundi une ordonnance d'expulsion à l'égard de deux délégués syndicaux (CGT et CFDT) pour « entrave au libre accès » de l'usine Berliet à Lyon. Une partie du personnel ouvrier de cette usine est en grève depuis le 6 juin.

- Métro Lyon : Reconduction de la grève : les conducteurs du métro lyonnais qui ont déclenché une grève lundi matin ont reconduit leur mouvement pour 24 h à l'appel des syndicats CGT, CFDT et autonomes.

Les grévistes demandent une amélioration des conditions de travail (réduction du temps de travail à 8 heures en tunnel) et une qualification qui se rapproche de celle des conducteurs du métro parisien.

Lundi, aucune station n'a été ouverte et les usagers ont dû se rabattre sur le réseau de surface qui fonctionnait normalement.

- Grève-surprise à la gare de Lyon-Perrache : une grève-surprise de certains services de la gare de Lyon-Perrache a été décidée lun-

di soir par les syndicats cheminots CGT et CFDT, à la suite d'une rencontre sans résultat entre la direction et les syndicats. Un problème de suppression d'effectifs est à l'origine du mouvement.

- Le personnel en grève de FR 3 à Lyon a réclamé lundi au cours d'une conférence de presse la mise en place « d'une véritable radio-télévision régionale ».

- Manufrance : exprimant son « opposition totale » à tout licenciement, une délégation CGT-CFDT de 300 salariés de Manufrance est venue lundi à Paris.

Une motion a été déposée à Maignon par la délégation qui avait auparavant participé à une manifestation avec pique-nique sous les ombrages du parc Monceau.

- Évacuation par les gendarmes de l'usine Martex dans l'Oise : occupée depuis plusieurs jours par une vingtaine d'ouvriers en grève, l'usine Martex de Trie-Château (Oise) a été évacuée lundi matin par un peloton de gendarmes mobiles.

## • Fougères

# 28e mois : les Réos occupent toujours !

Le 25 mai, la Fédération patronale de la chaussure organisait une journée « Portes ouvertes » dans 150 entreprises. Sans doute les patrons voulaient-ils montrer « la chaussure française » sous son beau jour.

Pourtant cette branche est durement touchée par la restructuration capitaliste, que ce soit au niveau de la chaussure que des tanneries.

Aussi, le 25 mai, la section CFDT de chez Réo, en « riposte » à l'initiative patronale, organisait avec la participation de la fédération Hacutex, une animation dans l'entreprise occupée depuis 28 mois.

Le point devait être fait sur le conflit Réo, un des plus longs actuellement.

Depuis janvier 1976, les travailleurs n'ont eu aucune proposition sérieuse. (On parle d'une implantation d'un laboratoire mais rien de concret n'est encore fait).

Pourtant au début de la lutte, les promesses de la création de 1 000 emplois avaient été faites au Ministère du Travail.

On est loin du compte, bien au contraire c'est l'accélération des licenciements sur Fougères (Aube et Lou-

vel dans la chaussure, et maintenant, la SPLI...)

me veut le faire croire le député-maire Cointat.

### DES CONTACTS

Plusieurs initiatives ont été prises en fin mai :

- On a envoyé une lettre ouverte à Barre où on l'on rappelle les promesses sur les créations d'emploi...

- Des contacts ont été pris avec les travailleurs des Tanneries du Puy, c'est ainsi que le 14 et le 15 juin, les travailleurs en lutte de Fougères viennent au Puy, et ceux des TFR viendront à Fougères les 24/25 juin.

Luttant pour l'emploi dans des branches voisines, les travailleurs de Réo et du Puy, espèrent ainsi renforcer leur lutte.

Enfin, pour bien montrer la réalité de la situation de l'emploi, l'ampleur du chômage sur la ville, la section CFDT a décidé de mener une enquête sur tous les licenciés Réo en janvier 1976 : combien ont retrouvé du travail ? Dans quelles conditions ? etc.

Ainsi les travailleurs maintiennent leurs revendications : redémarrage industriel, en attendant maintien de ressources (actuellement la moyenne de leurs ressources tourne autour de

1 000 F), et aussi un accord de pré-retraite à 55 ans. Correspondant HR à Fougères.

(article rédigé après une conférence de presse de la section CFDT).

### Rectificatif

Dans notre numéro 910, daté du 16 juin 1978, il y a deux erreurs qui ont leur importance. Elles se situent dans la première partie de notre article : « La restructuration bat son plein ». Nous avons classé les entreprises Chague (textile) et Didier (bâtiment-travaux publics) parmi celles qui ont fermé.

Or, elles ont déposé leur bilan. Ce qui ne signifie nullement qu'elles vont fermer, même si c'est la volonté de leurs patrons. Car les travailleurs ont engagé la lutte justement pour qu'elles ne ferment pas, pour « vivre et travailler au pays ».

D'ailleurs, nous aurons très prochainement l'occasion de reparler de ces entreprises.

# A l'ouverture des négociations patrons-syndicats

Giscard n'a rien inventé

## La concertation, ce n'est pas une nouveauté

Giscard continue avec obstination à vouloir mettre en place sa politique d'ouverture dont la concertation est un point clé.

Avec la victoire de la majorité aux dernières élections législatives, on nous a ressorti la concertation. Le gouvernement Giscard-Barre et le patronat ont redécouvert ou fait semblant de redécouvrir cette vieille méthode.

De quoi peut-il donc bien s'agir ? Vous prenez quelques dignitaires patronaux, quelques syndicalistes, un ou deux représentants du gouvernement. Vous les réunissez pour discuter de « certains points intéressant l'avenir des travailleurs » (en l'occurrence cette fois-ci, de l'indemnisation du chômage des 40 heures, des

conditions de travail et vous les invitez à dialoguer pour savoir ce que chacun, de part et d'autre, soi-disant est prêt à sacrifier.

En fait le cadre des discussions est déjà fixé au préalable et la seule chose se discute en réalité est de savoir ce que les travailleurs et eux seuls vont devoir sacrifier.



### Après 68

## Des contrats de progrès à l'ouverture de Giscard

Après Mai 1968, il y a un recul sensible des luttes même s'il y en a d'importantes. Le gouvernement profitera du relatif désarroi des travailleurs et sous l'impulsion du premier ministre de l'époque, Chaban, il lancera sa politique contractuelle avec les « contrats de progrès ».

A l'époque cela fit grand bruit notamment après celui signé à l'EDF par FO, la CFDT, la CFTC (la CGT le refusa). Voilà ce qu'en dit Chaban à l'époque et qui nous semble lourd de conséquences pour les signataires : « Aujourd'hui s'est produite une véritable révolution... Pendant deux ans, ou plus exactement, pendant vingt et un mois, vous pouvez considérer qu'il n'y aura plus de grèves... Ainsi l'État-patron en modifiant ses rapports avec les travailleurs est en train de débloquent la société. »

Or cet accord contenait une clause antigreve (pour une greve, il fallait trois mois de préavis). C'est la raison pour laquelle la CGT ne signa pas. Le 11 janvier 1971 un accord fut signé à la SNCF, avec comme point essentiel : la garantie du pouvoir d'achat. Il ne comportait pas de clause antigreve et ne parlait plus de « contrat de progrès ». Il fut signé par tous. Mais les travailleurs infligèrent un cinglant démenti à cette politique contractuelle.

Les luttes reprurent le devant de la scène : Girosteel, le Joint Français, Pennaroya, Galeries de Thionville. Toutes ces luttes se déroulèrent en 1971, 1972, puis il y eut Lip en 1973, etc.

Depuis les divers accords qui ont été signés l'ont été par la CFTC, FO et la FEN dans la fonction publique. Quant au privé ce sont surtout les négociations de branches qui ont eu lieu tant sur la politique salariale que sur la politique des revenus.

#### DEPUIS MARS 1978

Mais depuis mars 1978, la concertation a repris du poil de la bête. Les patrons et l'État ne s'appuient pas seulement sur FO et la CFTC, mais aussi, ils espèrent beaucoup de la direction CFDT. Celle-ci, de fait au cours de conflits récents, a pris une nette orientation de collaboration de classe renforcée.

« La lettre de l'expansion » du 29 mai 1978 No 415 va même jusqu'à dire que face aux difficultés économiques, il pourrait y avoir du grabuge à l'automne : « D'où les pressions gouvernementales sur le patronat pour que celui-ci ne déjoue pas la CFDT sur laquelle repose tout le dispositif de « décontraction sociale. »

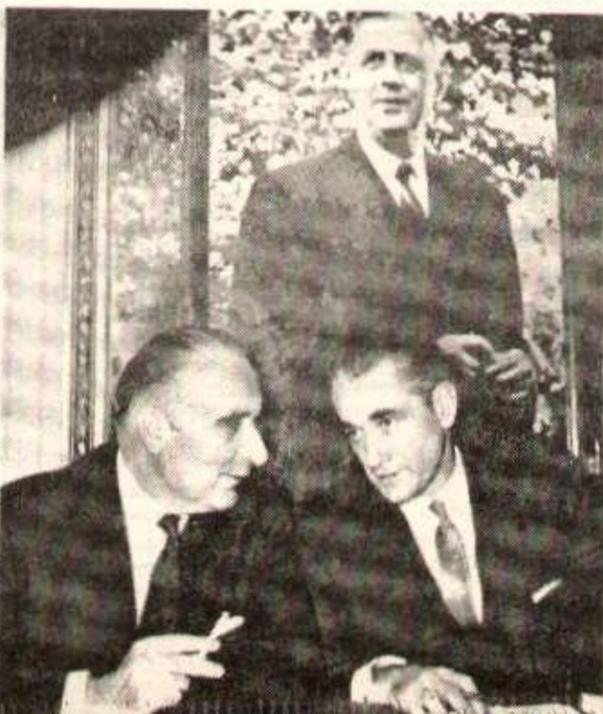
On ne saurait être plus

clair. Pour conclure brièvement sur l'histoire de la concertation, il faut voir qu'à chaque fois que la classe ouvrière a été désorientée, à chaque fois patrons et gouvernement en ont profité pour mijoter de sales coups contre les travailleurs, pour tenter de revenir sur les avantages acquis et désamorcer des luttes.

Cela risque d'être le cas aujourd'hui encore. Que le CNPF et le gouvernement appellent à la concertation n'est pas nouveau, mais

qu'ils le fassent avec une telle insistance, et arrivent à des résultats suite à l'opportunisme des dirigeants CFDT est relativement nouveau.

La politique des dirigeants CGT semble également de plus en plus favorable à la concertation même sous la pression des travailleurs. Ce qui n'est pas nouveau, c'est que les travailleurs opposent la lutte à la politique de concertation gouvernementale : aujourd'hui, n'y a-t-il pas 250 entreprises occupées.



## De 1945 à 1968 : une vieille tactique patronale

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'État capitaliste, par l'intermédiaire des nationalisations participe directement à la gestion des entreprises. Il inaugure une ère de négociations avec les dirigeants syndicaux et devant les luttes des travailleurs un certain nombre d'avantages sont acquis dans les secteurs publics et nationalisés.

Parallèlement, il fera pression sur les patrons, pour obtenir d'eux un approfondissement des « discussions » avec les syndicats.

Le but recherché est d'intégrer les ouvriers et les employés à la gestion des entreprises, de réaliser de fait la fusion du capital et du travail. Pour cela, l'État capitaliste comme les patrons, s'appuiera avant tout sur les syndicats réformistes. (FO et CFTC).

Mais cela ne se fera pas sans mal. Premièrement parce que le poids de la CGT et du PCF est énorme dans le pays. De plus, la CGT et le PCF conservent au début des années 50, une ligne de lutte de classe pour la CGT et une ligne révolutionnaire pour le PCF.

Deuxièmement parce que la confrontation, la lutte de classe, a toujours été

vive et souvent violente entre la bourgeoisie et le prolétariat dans notre pays et que le réformisme même s'il conservait un gros actif électoral, ne faisait pas le poids sur le terrain des luttes.

Troisièmement il y a aussi la composition du patronat, la structure économique du pays qui fait obstacle : beaucoup de petites et moyennes entreprises, patronat de choc. Ces petits capitalistes voient d'un mauvais œil ces discussions alors qu'ils ont l'habitude d'être maîtres absolus chez eux.

Puis la ligne de la CGT, prenant un aspect chaque jour plus éloigné de la lutte classe contre classe les patrons et l'État capitaliste développeront cette politique de concertation, branche par branche, interprofessionnelle en créant des tas de commissions où patrons et syndicats siègent des journées entières au plus grand avantage des patrons. De fait, l'intégration des dirigeants syndicaux sera réalisée.

Et même si les attitudes divergent quand à la manière de négocier, le fond reste le même. Il s'agit de discuter coûte que coûte, quelles que soient les conditions, l'état de la lutte des travailleurs.

## 4 morts, 11 blessés : un beau bilan pour EDF

Samedi après-midi, 17 juin, une explosion de gaz détruisait deux immeubles, un café et un salon de coiffure, tuait quatre personnes, en blessait onze dont six grièvement, à La Courneuve, dans la Seine-Saint-Denis.

Est-ce la faute de la fatalité ?

Le hasard était-il responsable aussi en février 1978, où sept explosions de gaz du 16<sup>e</sup> arrondissement à Paris tuaient douze personnes et vingt-et-une en décembre 1971, à Argenteuil (Val d'Oise).

Cette fatalité s'appelle négligence criminelle. Dans les trois cas, l'explosion de gaz a été permise par un affaissement de terrain. Même le porte-parole de GDF (gaz de France) reconnaît que la conduite de gaz de La Coumeuve, à 20 cm sous terre, et datant de 30 ans, a été vérifiée en 1976 à la suite d'un affaissement de terrain. Il rapporte aussi avec un cynisme parfait qu'en fin de compte : « Sur 25 millions d'usagers, il n'y a qu'une vingtaine de morts chaque année qui soient dues à des accidents de gaz ».

C'est vraiment bien peu, une personne sur 50 000.

C'est la sélection naturelle, il faut avoir la chance de ne pas passer près d'une explosion de gaz, de ne pas se tuer sur son échafaudage ou de ne pas se suicider

par désespoir.

Cette fatalité s'appelle aussi loi du profit.

En effet, tous les voisins du quartier affirment qu'il y a 5 mois que ça sent le gaz. Cependant GDF laisse planer des soupçons sur l'installation de M. Elbaz, propriétaire du café où l'explosion a eu lieu, alors qu'il n'utilise le gaz que pour son percolateur ! Ce n'est pas un malheureux percolateur qui a pu souffler deux immeubles !

De toute manière, la responsabilité de GDF s'arrête à la porte de la maison...

Ses ventes ont augmenté de 34 % entre 1968 et 1975, et les effectifs ont diminué de 2 % en même temps ! Le personnel GDF n'a pas la possibilité d'exercer une surveillance vigilante sur les installations dans ces conditions-là.

Une dernière remarque : un ballon publicitaire couvrait du bruit de son moteur les appareils à ultrasons que les pompiers utilisent pour retrouver les disparus dans les décombres.

### Suites de la marée noire

## Apparition d'une algue polluante

Une algue gélatineuse est apparue entre le continent et Cherbourg. Cette algue, la *Phaeocystis pouchetti*, provient des détergents utilisés contre l'Amoco Cadiz.

Elle obstrue les filtres à air des parcs d'huîtres et ceux des moules. Elle recouvre d'un voile épais les naissans (1), de la même manière, elle forme un écran à la lumière, on ne retrouve plus de maquereaux à moins de 25 kilomètres de la côte, car ils manquent de lumière.

Le 14 juin, le directeur des Affaires maritimes a interdit la pêche des mollusques de Quistreham à Courseulles-sur-mer (Calvados), puis a été obligé d'étendre cette interdiction à tout le littoral, du Havre jusqu'à la presqu'île du Cotentin.

La consommation de mollusques touchés par cette algue entraîne une intoxication mortelle ; ce fut le cas en 1970 : quinze personnes sont mortes en Espagne après avoir mangé de ces mollusques pollués. Par ailleurs, la mer est devenue toute rouge - à cause de cette algue - aux abords de Trouville (Calvados).

Le phénomène ne va pas disparaître du jour au lendemain. Comme nous l'enseignent les écologistes, la destruction plus ou moins partielle d'un élément naturel entraîne soit la disparition d'autres éléments soit leur mutation. A ce train, il ne restera bientôt plus rien sur les côtes bretonnes. Les oiseaux meurent. Les mollusques sont pollués. Le plancton de la mer devient envahissant.

La répercussion de cette algue polluante ne se limite pas seulement à l'écologie, mais va entraîner la misère des pêcheurs et des mytilculteurs (2).

(1) naissans : larves d'huîtres, de moules avant leur fixation.  
(2) mytilculteur : éleveur de moules.

# La sûreté militaire s'inquiète

Contre les appelés qui ont signé la pétition pour la gratuité des transports, la répression fait feu de tout bois actuellement.

La pétition pour la gratuité des transports, la déduction du temps de transport des permissions et le mouvement pour réclamer le droit aux permissions a recueilli un succès important. 2 500 signatures auraient été recueillies. Toutes n'ont pas été rendues publiques en raison de la répression. Les revendications qu'elle exprime sont pour l'essentiel justes et nous les soutenons.

Ce succès a mis aux abois la Sécurité Militaire. Pour endiguer un courant important favorable à ces revendications, la répression est à l'ordre du jour. Le journal « Le Matin » donne des renseignements sur les méthodes utilisées par les autorités militaires. Contrairement à ce qui s'était passé en 1975 contre les comités de soldats les autorités militaires ne font plus intervenir ni les tribunaux permanents des Forces armées ni la Cour de sûreté de l'Etat. A l'époque, les poursuites engagées n'avaient pas abouti faute semblait-il de preuves. Aussi aujourd'hui, l'armée règle-t-elle elle-même ses comptes en observant un silence complet avec le maximum de discrétion.

Les chefs de corps (c'est-à-dire les colonels et autres hauts gradés qui dirigent les casernes) sont habilités à

prononcer directement les sanctions. Celles-ci sont



Une caserne ; parmi tant d'autres, la caserne d'Evreux.

constituées par la mise aux arrêts de rigueur accompagnés le cas échéant, de mutations, en Allemagne le plus souvent.

Comme tous les chefs de corps ne sont pas décidés à sanctionner au même degré, les sanctions sont donc très variables selon les cas.

La sécurité militaire essaie de manœuvrer. Ainsi elle tente d'obtenir des signataires qu'ils renient leurs signatures moyennant sans doute un allègement de la sanction. Les interrogatoires

te, l'incitation à la délation est pratiquée. Un soldat d'Evreux aurait même subi un début de strangulation. Un soldat de Toulon aurait été frappé.

Nous soutenons les justes

sondés, très éprouvant certains durent parfois 15 h. La correspondance des appelés soupçonnés est ouver-

te, les revendications des soldats et dénonçons la répression qui s'exerce contre ces derniers.

## Texte de la pétition

« Depuis 3 ans, les soldats ont exigé sans relâche des autorités militaires et du gouvernement les transports gratuits sur les lignes SNCF.

En 1975, face aux luttes du contingent, le gouvernement a été obligé d'accorder un voyage gratuit par mois.

C'est manifestement insuffisant : l'essentiel de notre maigre solde est absorbée aujourd'hui par nos frais de transports, et souvent beaucoup d'entre nous renoncent à leurs permissions pour raisons financières. Les signataires exigent donc les transports gratuits sur simple présentation de la carte militaire.

Très souvent le week-end, trains et gares sont surchargées, tant pour nous que pour les employés et les usagers civils. Nous voulons des conditions de transport décentes, par l'organisation de trains supplémentaires.

Souvent les soldats perdent plusieurs heures dans les gares ou en ville pour avoir quitté la caserne quelques minutes trop tard : alignement des horaires de permission sur les horaires SNCF.

Pour les départs et retours de permission : comme pour les quartiers libres et autorisations de sortie, les soldats doivent encore payer eux-mêmes leurs déplacements souvent pour plusieurs kilomètres : prise en charge par l'armée ou les municipalités du transport caserne-gare ou ville et retour.

De plus, les signataires exigent, comme dans le civil, un droit de repos hebdomadaire de 2 jours et pour cela :

48 H de perm par semaine ( 2 x 72 par mois pour l'Allemagne fédérale) récupérables en cas de retenue à la caserne.

Que le temps de transport soit ajouté à ces 48 H.

Les signatures sont à envoyer chez Maître A. Conte 7 rue Dante - 75005 PARIS.

LA  
QUESTION  
DE

L'ENERGIE NUCLEAIRE



Cette brochure est toujours disponible  
Prix 5 F - Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de APN-Editions - BP 279 - 75866 - PARIS Cédex 18.

## Gildas Le Coent libéré

Gildas le Coent avait été interné à l'hôpital psychiatrique de Plougernevel pour s'être opposé au remembrement et avait refusé avec son père d'échanger certaines de ses terres pour d'autres.

Il a été libéré vendredi. Cette libération intervient après qu'une campagne d'information et de protestation ait commencé et ait montré le caractère arbitraire et illégal de l'internement.

## Un mois de reportage en Chine

## Entretien avec des artistes chinois

(2)

Hier, nous avons montré, à travers l'interview d'artistes chinois, quelle était la ligne culturelle de la Bande des Quatre : négation des traditions, négation de ce qui est bon dans les œuvres étrangères, mise en avant d'une seule et unique création : l'Opéra de Pékin à thème révolutionnaire.

Aujourd'hui, nous allons montrer comment la « politique des cent fleurs » est remise à l'honneur.



L'écrivain Pu Kin, auteur de « Nuit glacée ». Son interview se trouve dans Pékin information de cette semaine (No 23). Il y parle du changement fondamental qui est intervenu dans sa création littéraire.

Il faut d'abord insister sur un fait que tous les artistes que nous avons rencontrés, ont souligné : il ne s'agit pas aujourd'hui en Chine de nier le positif de la Révolution culturelle dans le domaine de l'art. Au contraire, il faut s'appuyer dessus et sur l'ensemble des enseignements formulés par Mao Tsé-toung en 50 ans de lutte sur tous les fronts, et donc aussi le « front de la plume ».

## CRITIQUER LA LIGNE RÉVISIONNISTE

Voici d'ailleurs ce que nous ont spontanément raconté des artistes chinois à ce propos :

œuvres artistiques russes des années 1953-55, elles gardaient la forme et le contenu d'œuvres bourgeoises. Et, bien sûr, nous avons été influencés par ces œuvres.

## « UN AN DÉPASSE QUATRE ANS »

Depuis la chute de la bande des Quatre, en 1976, on assiste partout en Chine à un nouvel épanouissement. Il se traduit dans l'opéra, par exemple, par une éclosion de pièces nouvelles et par la reprise d'anciennes pièces, interdites pendant la domination de la bande des Quatre. Mais écoutons plutôt l'écri-

dit : « En dix ans, je n'avais rien écrit. Mais cette année, j'ai 68 ans et l'année dernière, avec un étudiant, j'ai décidé de faire une symphonie en l'honneur de la Longue Marche. Maintenant je peux écrire librement. Tous les camarades travaillent avec ardeur pour rattraper le temps perdu ».

## UNE POLITIQUE PAS NOUVELLE

Ce renouveau de l'art en Chine s'appuie, en fait, sur la politique déjà ancienne, formulée par Mao Tsé-toung, « Que ce qui est ancien serve le nouveau, que ce qui est étranger serve le national ».

Ainsi, la période des années 30 en Chine fut très riche en événements révolutionnaires, par conséquent, elle fut aussi féconde en œuvres progressistes. Mais la bande des Quatre, les avait qualifiées de contre-révolutionnaires. Voici ce que nous en dit le directeur du département « Art et Littérature » du « Quotidien du Peuple » :

« Nous avons indiqué que la littérature et l'art des années 30, réalisés sous la direction du Parti, étaient bons. Maintenant, on a refait paraître les œuvres de Mao Tun et de Kuo Mo-jo, et d'autres encore. »

« En faculté d'art et de littérature, on discute en ce moment des réalisations de cette époque. »

Une artiste de Shanghai nous parle d'une pièce de Lou Sin, le célèbre écrivain chinois d'avant la Libération, qui est remis au répertoire. Cette pièce est dans le style « Opéra du Setchouan », mais, du temps de la bande des Quatre, on ne pouvait jouer que dans le style « Opéra de Pékin » (cf. l'article d'hier) :

« Après la chute de la bande des Quatre, nous avons joué la pièce de l'Opéra du Setchouan « La tante Tchan Lin » écrite par Lou Sin. Et la population de Shanghai en a été très contente, elle a dit : voilà enfin un opéra du Setchouan. Mais pourquoi depuis si longtemps, depuis 10

Haihsia, l'héroïne du film du même nom.

Le film a subi les attaques frénétiques de la bande des Quatre.



années de la réparation d'œuvres étrangères. Signalons, entre autres, la sortie de deux tomes de Victor Hugo (un troisième est en préparation). Et, aussi, on rejoue Beethoven en Chine. La retransmission en direct de l'orchestre de Pékin a d'ailleurs étonné plus d'un journaliste étranger, avec au programme Beethoven, Berlioz, et de grands compositeurs chinois.

## QUELS CRITERES ?

Mais toute cette éclosion artistique n'est-elle pas dangereuse ? N'y a-t-il pas un risque de voir publier en Chine tout et n'importe quoi, dans le plus pur libéralisme à l'occidental, allant jusqu'à l'autorisation d'œuvres fascistes par exemple ? C'est pourquoi, nous avons demandé quels étaient les critères pour choisir les œuvres étrangères.

Réponse : « Nous avons un Institut des œuvres étrangères qui traduit et porte une appréciation sur les œuvres. Nous faisons paraître les œuvres d'écrivains qui ne sont pas des réactionnaires ou des contre-révolutionnaires. De plus nous traduisons, mais seulement à titre de référence, des romans, nouvelles, revues, utiles aux professeurs, chercheurs et étudiants. Mais ces œuvres-là ne sont pas en vente dans les librairies. Par exemple, nous avons traduit des livres russes, japonais, américains, etc. »

## LES HERBES EMPOISONNÉES

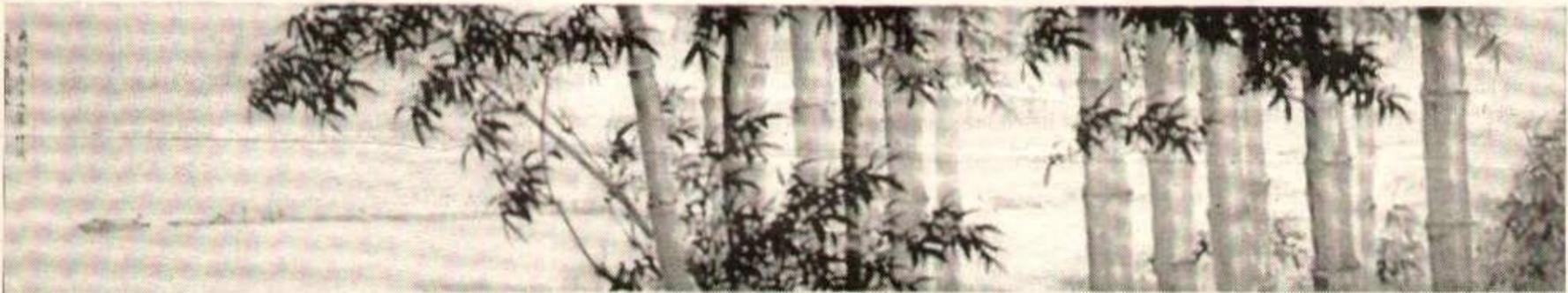
Puis, nous avons demandé si la politique des « cent fleurs »

que la critique de masse permet d'élever la conscience du peuple. Nous n'avons pas peur de la parution d'herbes vénéneuses car nous sommes un pays socialiste, le parti a la direction et nous pouvons organiser la critique. Par contre, nous ne faisons pas paraître les œuvres contre-révolutionnaires.

Le problème de la littérature et de l'art est très complexe, ce n'est pas comme le problème politique. Pour certains livres, on ne peut pas savoir s'il est bon ou mauvais, mais après un certain temps, on peut apprécier. Nous laissons les masses lire les livres empoisonnés. C'est une bonne chose, cela leur permet d'élever leur capacité à distinguer le bon du mauvais. Par exemple, en ce moment, il y a une pièce de théâtre qui représente les activités criminelles des Quatre, il y a controverse parmi le public. Pour les uns, elle est bonne, pour les autres, mauvaise. Comme on le voit, une politique souple, sans autoritarisme, mais certainement plus efficace qu'un décret de censure, pour les œuvres qui ne sont pas bonnes.

## LA VARIÉTÉ

Finalement, à travers toutes ces explications, nous avons saisi que l'expression si poétique « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » est d'une grande richesse. Cette politique consiste à mettre en valeur tout ce qui est positif, ce qui est bon dans la tradition chinoise, ce qui est bon à l'étranger, à développer les opéras locaux, les traditions culturelles des minorités nationales. Elle



Transport de bambous ; peinture collective de style traditionnel

« Mao Tsé-toung a critiqué la tendance révisionniste chez certains écrivains et organisations d'écrivains avant 1964. Il a dit : il faut changer cela rapidement. Pendant la révolution culturelle, on a critiqué la ligne révisionniste de Liu Shao-shi : on apprenait aveuglément de l'URSS, dans l'art aussi, mais dans l'ensemble, c'est la ligne révolutionnaire qui dominait en Chine depuis la Libération. Nous avons fait le bilan-critique des

vain pour opéra de la troupe de Shanghai : « Autrefois, en quatre ans, nous avons créé seulement quatre petites saynettes. Et l'année dernière, en un an seulement, nous avons créé trois grandes pièces, une petite saynette et nous avons rejoué deux anciennes pièces. Ça fait six en un an. ça veut dire : un an dépasse quatre ans sous la bande des Quatre. »

Un musicien célèbre nous a

ans, n'avons-nous pas eu une aussi bonne pièce ?

« Ainsi les pièces et les opéras locaux ont été libérés comme les hommes. Maintenant, nous pouvons créer selon des thèmes divers, ce qui est très favorable à l'Opéra du Setchouan. De vieux artistes célèbres retrouvent leur jeunesse. Ils remontent sur scène en pleurant d'émotion. »

Cette floraison d'œuvres progressistes anciennes a été accom-

plétée par la publication d'œuvres chinoises qui n'ont pas un point de vue politique juste.

Réponse : « La politique des cent fleurs favorise bien sûr, la parution de bonnes œuvres, mais elle permet aussi la publication de mauvais livres. Car, comme l'a dit Mao, des fleurs parfumées surgissent mais aussi des herbes vénéneuses. Il ne faut pas avoir peur des herbes empoisonnées. Quand elles surgissent, on peut les transformer en engrais parce

contribue au développement de tous les styles, de tous les genres (soulignons par exemple, le renouveau de la caricature tombée en désuétude pendant la domination des Quatre), de thèmes diversifiés.

Une politique dont le but est d'élever le niveau culturel de l'ensemble du peuple, de le faire participer à la création et aussi de lui faire confiance dans la critique des œuvres sans valeur.

Claude LIRIA

## La politique de concertation en difficulté

(suite de la page une)

En lock-outant une dizaine de milliers de travailleurs immigrés, alors qu'elle se sent appuyée en outre par le gouvernement. Stoléru, ne vient-il pas d'annoncer que les ouvriers immigrés qui ne paieront pas leur loyer dans les foyers d'hébergement pourraient être expulsés ! Mais voilà la fameuse ouverture sociale.

Dans les arsenaux, le mouvement se poursuit, et va peut-être même toucher des établissements où il n'y avait pas eu de grève en 1968.

A Cherbourg on n'avait jamais vu tant d'ouvriers de l'arsenal (3 000 sur près de 4 000 travailleurs) manifester dans la rue. A Brest, 7 500 ouvriers ont une nouvelle fois manifesté. Barre a beau considérer cette grève comme « inexplicable » il lui faudra bien tenir compte de la volonté de lutte et de la combativité des travailleurs et du fait que l'ensemble des syndicats sont dans le mouvement.

Le gouvernement compte beaucoup sur l'ouverture des négociations générales et

la concertation entre CNPF et syndicats pour endormir cette volonté de lutte. Le 19 s'est tenu la première journée de ces négociations portant sur la révision de l'indemnisation du chômage. Le CNPF tout en affirmant qu'il ne voulait pas se « désengager financièrement » a fait des propositions allant dans le sens d'une baisse de sa participation... alors que le gouvernement ne parait pas du tout décidé à augmenter la sienne. Certes Michel Rolant, négociateur pour la CFDT, a pu dire que « le CNPF n'a pas eu une attitude totalement négative » mais dans l'ensemble les syndicats ne sont pas chauds pour accepter de nouvelles atteintes « légales » et officielles aux droits des travailleurs licenciés. Même Antoine Faesch de FO s'est déclaré pessimiste.

C'est dire que la politique de concertation annoncée à grand bruit par le gouvernement a pour le moins du mal à se mettre en place face à la volonté de lutte que lui opposent les travailleurs et dont les syndicats sont amenés à tenir compte.

### ● Luxembourg

## Les « Neuf » cherchent à harmoniser leurs monnaies

Les ministres des Finances des neuf pays membres de la CEE viennent de se réunir au Luxembourg pour débattre de la politique monétaire européenne. Cette rencontre est destinée à préparer le « sommet » des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunira à Brème le 7 juillet prochain. C'est celui-ci qui adoptera les décisions concernant les mécanismes susceptibles de rapprocher les deux groupes de monnaies européennes : les « monnaies fortes » (Deutschmark, franc belge, florin hollandais et couronne danoise qui flottent de concert dans le système du « serpent ») et les monnaies plus faibles (franc français, livre sterling, et lire italienne.)

La RFA semble prête à assouplir sa position tradi-

tionnelle en acceptant d'envisager que le coût des interventions pour maintenir une monnaie dans le « serpent » pourrait être partagé par les pays à monnaie plus forte.

La Grande-Bretagne, dont le système monétaire est très lié à celui des USA plaide pour une coopération entre le dollar et les monnaies européennes.

L'avenir de ces négociations est rendu incertain par la crise du capitalisme dans la plupart de ces pays qui les conduit à tirer chacun la couverture à soi. Mais, en sens inverse, l'apreté des négociations commerciales qui se déroulent en ce moment même entre les USA et les pays de la CEE, pousse les représentants des « Neuf » à une solution de rapprochement.

### L'Afrique accuse Moscou

(suite de la page une)

Ce qui lui permet de ne pas employer une seule fois le mot URSS, qui de notoriété publique, est pourtant plus présente en Angola que les USA ou les pays d'Europe de l'Ouest !

De son côté le président soudanais Nimeiry vient de déclarer dans une interview au « Times » que l'ingérence soviétique en Afrique risque de la transformer en « zone de conflits entre les superpuissances ».

Simultanément, le prési-

dent somalien Siad Barre vient de lancer une mise en garde et un appel à la solidarité aux pays arabes riverains de la mer Rouge : « Si les Etats arabes entourant la mer Rouge n'unissent pas leurs forces face aux troubles manœuvres soviétiques, Moscou les dévotera les uns après les autres ».

Plus le social-impérialisme avance ses pions, plus grandit la vigilance des pays et des peuples africains à son égard.

## Augmentation des impôts à Paris: 17%

# Chirac s'en prend au gouvernement ... et vote l'augmentation

(suite de la page 1)

Le désaccord entre Barre et Chirac sur l'augmentation des dépenses de police s'est réglé de la façon suivante : Barre a décidé de partager ces dépenses dans la proportion de 75 % pour les organismes centraux, 25 % pour la Ville de Paris et en a prévenu « très comme il faut » Chirac par lettre. Un mois après, Chirac prenait la dé-

s'y oppose. Son geste était donc bien déjà un geste politique qui ne coûtait rien et ne pouvait que rapporter au RPR quelques mois plus tard aux élections. C'est aussi à cause de leur proximité que le gouvernement n'a pris aucune mesure à l'époque. Mais dès le 30 il décidait d'inscrire d'office au budget de la Ville une rallonge de 142 millions.

ment dénoncé l'« agression politique » dont il était l'objet. Et puis il a demandé au Conseil de Paris, réuni lundi 19 juin en séance extraordinaire à sa demande de voter une augmentation de 7 % pour reconstituer les réserves et le fonds de trésorerie de la Ville. Il a voulu se justifier ainsi « Chacun sait qu'il n'y a pas d'indépendance pour qui se trouve

s'adresser au peuple. Voilà qui ne manque pas de souffle, alors qu'il lui fait payer les frais de sa politique doublement. Sur le plan financier, les habitants de Paris vont voir leurs impôts augmenter, outre les 10 % prévus, de 7 % ce qui fera 17 % d'augmentation alors qu'ils sont déjà particulièrement imposés. Sur le plan de la répression ensuite,



Les Parisiens devront payer plus d'impôts pour que Chirac et Barre puissent augmenter les effectifs de police qu'on voit ici en action contre les habitants du Marais. Si les élus de gauche ont voté contre l'augmentation d'impôts, on peut remarquer qu'ils n'ont pas protesté contre le renforcement policier.

cision de ramener la somme prévue de 292 millions à 150 millions. Il a ajouté très fermement que pas un sou de plus ne serait dépensé par la Ville pour contribuer à ces dépenses de police. Il faut dire qu'on était en décembre et que les élections législatives de mars n'étaient pas bien loin.

Chirac n'en est d'ailleurs pas à une opération choc près pour tenter de faire croire qu'il veut servir les intérêts de ses administrés tandis que le gouvernement

Protestations indignées de Chirac... Les discussions et les tractations s'engagent mais jeudi dernier, le gouvernement annonçait par la bouche de Bonnet, ministre de l'Intérieur que le seul arrangement possible serait d'étaler les paiements jusqu'au 31 décembre.

### QU'A ALORS FAIT CHIRAC ?

Ce foudre de guerre que se prétend Chirac a vive-

contraint, en chaque circonstance, de faire appel à d'autres parce qu'il est à la merci du moindre accident ou de la moindre menace... Pour cela, il nous en faut les moyens, tous les moyens, mais bien entendu et d'abord, les moyens financiers.

### CEUX QUI EN FONT LES FRAIS

Dans sa fougue, Chirac est allé jusqu'à parler de

il s'agit au départ, ne l'oublions pas, pour Barre comme pour Chirac, d'augmenter les effectifs de policiers. Et la police à Paris comme ailleurs si elle ne permet pas de mettre fin à la délinquance et aux autres méfaits entretenus par le système, sert par contre beaucoup à Chirac, quand il s'agit par exemple d'aider les grosses sociétés immobilières rapaces à expulser les habitants comme cela s'est encore produit illégalement au Marais.

### A NOS LECTEURS

Pendant la durée des congés d'été le quotidien cessera sa parution du 30 juin au 4 septembre. Le bimensuel paraîtra les 4 et 25 juillet et le 22 août puis reprendra régulièrement sa parution à partir du 5 septembre.

Nous demandons à nos lecteurs de communiquer le plus rapidement possible à l'administration l'adresse à laquelle ils désirent recevoir ces numéros, en cas de changement d'adresse (indiquer entre quelle date il se produit) et la modification éventuelle du nombre de prise.)

Pour toute correspondance,  
téléphonez au numéro suivant :  
205 51 10